

647 postes menacés chez ExxonMobil

Le géant du pétrole encaisse les profits et joue avec la vie de ses salariés et de tout un bassin d'emploi

Jeudi 11 avril 2024, la direction d'ExxonMobil annonçait, brutalement, l'abandon de ses activités « chimie » sur le site de Gravenchon et la vente du site de Fos-sur-Mer, menaçant directement 647 salariés de notre plate-forme pétrochimique et plusieurs milliers d'emplois indirects. Pas moins de 280 entreprises travaillent en effet pour le groupe ExxonMobil Port-Jérôme, soit près de 2000 salariés.

C'est tout notre bassin d'emploi qui serait impacté avec de graves conséquences sur les salariés et leurs familles, les très nombreuses PME sous-traitantes et leurs propres salariés, l'artisanat ou le commerce local.

Nous sommes tous concernés. Nous devons agir, aux côtés des salariés et de leurs organisations syndicales.

L'activité chimie d'ExxonMobil a des débouchés en matière pharmaceutique. Les installations ont fonctionné durant la crise sanitaire, contribuant à produire matériels, dispositifs médicaux ou emballage indispensables. La remettre en question conduirait à une nouvelle perte d'indépendance en la matière. Cela engendrerait aussi un accroissement de produits importés, fabriqués avec des normes environnementales inférieures à celles défendues en France, des coûts de transport plus élevés, une empreinte carbone plus importante.

Le groupe ExxonMobil invoque « plus de 500 millions d'euros de pertes depuis 2018 » pour justifier cette fermeture alors qu'il a enregistré près de 92 milliards de dollars de bénéfice net entre le début de 2022 et la fin de 2023.

Ces bénéfices ont davantage servi l'actionariat que les investissements. Le site de Notre-Dame de Gravenchon subit en effet un sous-investissement depuis des années, alors même qu'un investissement de 200 millions d'euros, c'est-à-dire à peine plus de 0,5% des bénéfices réalisés en 2023, permettrait de maintenir une activité rentable et utile.



**Sections de
Port Jérôme sur Seine
Lillebonne
Bolbec**

60 bis, rue des martyrs
de la Résistance
76210 Bolbec
02 35 07 89 80
accueil@pcf76.fr

Les parlementaires communistes mobilisés

À l'heure où Président de la république et gouvernement communiquent sur la réindustrialisation de la France et la défense de notre souveraineté, il ne peuvent accepter le plus grand plan social jamais engagé par ExxonMobil, en France, et ses redoutables conséquences.

Céline Brulin, sénatrice, Jean-Paul Lecoq, Sébastien Jumel et Edouard Bernard, députés, seront prochainement reçus au ministère de l'industrie. Ils ont également demandé au gouvernement de recevoir les syndicats des salariés.



La Sénatrice Céline Brulin et les Députés Jean-Paul Lecoq, Edouard Bénéard et Sébastien Jumel, élus communistes en Seine-Maritime, ont demandé à être reçus par le Gouvernement, ainsi que les représentants des salariés du site d'Exxon.

Tous les leviers doivent être actionnés pour garantir une pérennisation de l'activité industrielle du site. Immédiatement, le gouvernement doit empêcher la direction d'ExxonMobil de passer en force en imposant unilatéralement l'ouverture de la consultation sur la fermeture de la chimie.



Une délocalisation qui ne dit pas son nom

Fermeture de son unité de production de Butyl en 2014, arrêt de l'unité de Vistalon en 2020, pendant que la direction du géant de la pétrochimie fragilisait l'ensemble du processus de production sur Gravenchon, **Exxon réalisait son plus important complexe au monde à Singapour, en Asie du Sud-Est, où les effectifs ont augmenté de 50 %.** Ce projet de plusieurs milliards de dollars permet au groupe d'y tripler ses capacités de production... dont une partie sera réimportée en France et en Europe.

Pour l'avenir industriel de Port Jérôme, de la Normandie et de la France, les communistes proposent :



La taxation des superprofits

Macron et son gouvernement font semblant de ne pas savoir ce que c'est. Mais **ExxonMobil a réalisé près de 92 milliards de dollars de bénéfice net entre début de 2022 et fin de 2023 et versé 15 milliards de dividendes à ses actionnaires** ces 12 derniers mois. Des résultats notamment liés aux prix des carburants à la pompe. Pourquoi chaque litre de carburant que vous utilisez est-il allègrement taxé mais pas les superprofits qui s'en nourrissent ?

L'augmentation des droits de douanes sur les produits réimportés

Dans l'industrie comme dans le monde agricole la concurrence déloyale fait rage. **La France et l'Europe ne peuvent plus accepter que des productions ne respectant ni les normes sanitaires, ni les normes sociales, ni les normes environnementales** en vigueur ici inondent le marché, cassant nos emplois et nos savoir-faire.



La sortie de la France du marché européen de l'électricité

L'augmentation du coût de l'électricité impacte la compétitivité de notre industrie. **La libéralisation du secteur et le marché européen qui indexe le prix de l'électricité sur celui du gaz - alors qu'en France la production est essentiellement nucléaire et renouvelable - jouent contre nos entreprises.** Les salariés ne peuvent pas être les seuls à assumer la compétitivité des entreprises.